

Émile Delcourt, industriel du Nord

En coupant le contact de son Audi A6 avant – version haut de gamme –, Émile Delcourt, une fois n’est pas coutume, s’accorda un moment à ne rien faire, moteur éteint, radio CD allumé. Une ritournelle inepte accompagnait sa rêverie. Tout lui pesait. Cette maison, par exemple, achetée par son arrière-grand-père en 1887. Agrandie par son grand-père en 1922. Son père n’avait pas poursuivi les extensions – ce n’était plus nécessaire – et s’était contenté d’acheter les alentours : pâtures, champs, maisons, ancienne gare de chemin de fer.

Le sillon était tracé. Il était né là, il mourrait là, à Verchain (Nord), village de 976 habitants.

Pourquoi cette tentation neurasthénique, à 45 ans, pour la première fois de sa vie ? C’est que,

justement, la réussite des ancêtres menaçait de se retourner contre lui.

Si le Nord est plutôt associé dans les journaux télévisés à la pauvreté, il produit aussi, c'est moins connu, les plus beaux bourgeois du pays. Les plus riches bourgeois, les plus cupides des bourgeois, les plus gourmands des bourgeois, bref une quintessence bourgeoise, pas seulement antipathique. C'est aussi là qu'on trouve des bourgeois lettrés, des bourgeois amateurs de belles choses et des bourgeois inventifs.

C'était un de ces bourgeois inventifs, Émile Delcourt, grand-père d'Émile Delcourt (comme beaucoup de familles d'antan, les Delcourt ne faisaient pas preuve d'innovation quant au choix du prénom des fils aînés : du coup, très vite, on ne s'y retrouve plus), qui avait, à sa sortie de Polytechnique, créé une société éponyme de fabrication d'ancres marines.

L'entreprise Delcourt avait prospéré d'Émile en Émile jusqu'à Émile Delcourt, né le 6 février 1965 à Verchain (Nord), aujourd'hui affalé sur le volant de sa voiture, les yeux dans le vague, par une froide journée de pluie de février. Le Nord, à dire vrai,

Plan social

n'a à offrir en toute saison que de froides journées de pluie s'abattant sur de tristes maisons en brique rouge qu'un dieu malveillant a placées au milieu de champs de betteraves. Et ne parlons pas des châteaux d'eau. Certes, il est bien entendu que le Nord est plein aussi de gens formidables et chaleureux, bien plus qu'ailleurs. Comme la plupart des idées reçues, celle-ci est parfaitement exacte : le nordiste est vraiment quelqu'un de bien, capable de vous rendre des services importants, sans à aucun moment y faire allusion devant vous, même plusieurs années plus tard. Si l'on n'avait pas la preuve irrécusable du service rendu, on pourrait croire qu'on a rêvé, tant celui dont vous êtes redevable demeure mutique sur la faveur ainsi gratifiée dans la plus grande discrétion. En cette époque d'autoglorification généralisée et de bonnes actions institutionnalisées, l'homme du Nord reste fidèle à l'adage évangélique : « Que ta main gauche ignore ce que fait ta main droite, en sorte que ton aumône demeure secrète » (Matthieu, VI, 3-4), et, plus simplement, demeure tel qu'il a toujours été : bienveillant et pudique.

Reste toutefois la froide journée de pluie répétée trois cent soixante-cinq fois chaque année. Et on n'a

jamais vu les maisons de brique exhaler autre chose qu'une détresse tellement profonde que tout espoir semble vain, ni les châteaux d'eau exprimer autre chose que leur stupeur d'avoir été placés là, bêtes à se taper la tête contre les murs, car si partout ailleurs ils gâchent le paysage, ici, ils ne gâchent rien. Même le panneau indicateur « Déchetterie » placé sur la route non loin de la maison familiale semble une promesse touristique dans ce désert sans dunes.

Et ce ne sont pas les résultats de l'entreprise Delcourt qui apporteront un rayon de soleil car la prostration d'Émile Delcourt procédait d'une cause toute bête : il était économiquement aux abois.

Si seulement, se disait-il, j'étais un bourgeois parisien ! J'aurais créé n'importe quoi, un www.jevendsduvent.com quelconque. Ou un cabinet d'avocats. Ou une boîte de communication (chiffre d'affaires plus faible qu'une usine de fabrication d'ancres de marine, mais bénéfice net cinquante fois supérieur. Et invisible pour les services de l'État, Urssaf, inspection du travail et autres, qui par contre sont tout excités à l'idée de contrôler une grosse usine.)

Mais la bourgeoisie nordiste est sérieuse, on ne se refait pas. Comme un con, Delcourt fabriquait

Plan social

des ancrés de marine. Comme si la Chine et les ancrés *discount* n'existaient pas. Comme si on allait le remercier de vendre quelque chose d'utile, qu'il avait lui-même fabriqué. Pourquoi n'avoir pas vendu cette usine à temps ? C'était la fortune, ne plus rien foutre, champagne et petites pépées, voir la France crever et en rigoler. Rester en France, même, car rien n'est plus tordant que de voir un beau pays mourir à petit feu quand on a les moyens de mener la grande vie. Mais partout ailleurs qu'à Verchain, Nord. Le plus extraordinaire, c'est que personne en réalité ne connaît ce département. Quand Delcourt allait à Paris pour affaires, les ennuis commençaient au péage près de Roissy : la dernière fois, une jeune fille lui annonce qu'elle fait une enquête pour la société d'autoroutes et lui demande le département d'où il vient.

« Le Nord.

– D'accord, monsieur, mais quel département ?

– Le Nord, département du Nord.

– Le département, monsieur, précisément ?

– Le NORD ! 59 ! Un 5 et un 9 ! »

La fille lui a souri comme on sourit aux fous, pour ne pas les contrarier et les laisser partir. Il fallait la comprendre. Est-ce qu'on imagine un département

s'appelant «Sud», sans même évoquer les deux autres points cardinaux ? Ce serait invraisemblable. Émile n'en pouvait plus, de cette ascendance funeste qui l'obligeait à vivre dans une maison démesurée au fond d'un coin pourri et à diriger une entreprise candidate aux publications légales dans la rubrique «Liquidation judiciaire».

Depuis deux ans, plus rien n'allait. Résultat d'exploitation négatif, disparition de clients, concurrence effroyable (franchement, de la concurrence sur les ancres de marine ! Les gens n'ont donc rien à faire de leur vie ?), la société Delcourt voyait fureter alentour les premiers signes de l'hallali : les «investisseurs», c'est-à-dire les charognards qui ne daigneraient même pas reprendre l'entreprise, non, ils attendraient la liquidation pour se partager les restes et réembaucher une partie du personnel à des salaires nettement inférieurs, s'intéressaient à la société.

Sur les 396 salariés qui restaient encore après trois plans sociaux, Delcourt devait, pour survivre, se débarrasser d'un bon quart.

Qu'un quart dégage et, peut-être, la masse salariale pourrait s'ajuster au carnet de commande. L'important, surtout, était de se débarrasser des cadres.

Plan social

« Tu rêves, mon papachou ? Tu sais, j'ai une surprise pour toi, je ne te dis pas laquelle. »

Émile n'avait même pas entendu sa petite dernière s'approcher et ouvrir la porte de la voiture.

« Oui, mais c'était un mauvais rêve.

– Un cauchemar, quoi ! Comme la dernière fois quand je suis venu la nuit ! »

Le problème avec les enfants, c'est leur notion du temps. La dernière fois, voyons, ça pouvait être hier ou il y a deux ans. Ne pas dire qu'on ne s'en souvient plus, sinon, on en a pour une demi-heure d'explications. Ça devait sûrement être sa femme qui s'était levée cette nuit-là de toute façon.

Sa femme, justement, qui l'accueillait avec les cinq enfants nés de leur union. Franchement, cinq enfants, là aussi, quelle idée ! Un, à la rigueur. Lui qui avait toujours rêvé d'un chien, d'une maison en Lozère, d'un cantou et d'une pipe de bruyère, le voilà avec cinq enfants. En plus, ils semblaient tous s'être pris d'affection pour lui et il devait reconnaître que c'était réciproque.

Un instant, Delcourt vit ses cinq enfants et sa femme en pauvres. Nordiste et pauvre. Nordiste sans les vacances d'hiver à Val-d'Isère et les vacances d'été en Corse.

Cette vision épouvantable suscita un réflexe de survie. Sur un des murs du vaste salon tout en longueur, le portrait des ancêtres acheva de le piquer au vif. Le poids séculaire d'une dynastie bourgeoise n'a pas que des effets inhibants. Elle peut aussi communiquer une énergie salvatrice au moment où tout semble s'écrouler.

Vivre ou mourir ? Émile Delcourt décida que sa dynastie méritait bien de vivre encore un peu, surtout quand on la comparait à ses congénères.

Une fois les enfants couchés après une dure négociation et une défaite à plate couture au Uno, Delcourt, réfugié dans le bureau du troisième étage, pièce la plus éloignée de la chambre de la petite dernière, examina froidement les difficultés : d'abord, il n'était plus majoritaire ; il avait dû s'associer avec la société Bernard en 1995. Il détenait désormais 40 % des parts et devait composer avec les volontés parfois contradictoires des autres actionnaires. La famille Bernard, qui détenait elle aussi 40 % des parts, n'était guère gênante. Elle n'avait pas contesté, au moment de la fusion, le *leadership* de Delcourt, dont la grande crainte était qu'on l'écarte de la direction, même en lui laissant une part du capital.

Plan social

Mais la société Delcourt n'avait pu éviter une autre mésaventure : l'entrée en Bourse ; elle avait eu besoin en 1998 d'argent frais pour faire face aux investissements nécessaires. Émile avait alors fait le choix de l'entrée au second marché, qui permettait de ne livrer aux appétits des investisseurs que 20 % du capital de la société. Il espérait bien que ces actions seraient éparpillées. Mais la banque Crotale & Chacal avait jugé bon d'acheter 15 % du capital. Pas assez pour commander et ainsi désintégrer l'entreprise, mais suffisamment pour emmerder Delcourt.

Devant les difficultés, Crotale & Chacal avait exigé le recours aux consultants. On pourrait estimer que les consultants dans le monde moderne jouent le même rôle que les oracles à Rome au temps d'Auguste, mais en réalité la comparaison serait injuste : les oracles parfois obtenaient des résultats, certes peut-être dus au hasard ; les consultants n'en obtiennent jamais. La seule justification de leur existence consistait en leurs tarifs exorbitants ; des prestations aussi coûteuses ne pouvaient être, dans l'idée des cadres supérieurs de Crotale & Chacal, totalement inutiles. Ce ressort psychologique consistant à faire payer très cher lorsque l'on ne

vend que de l'inutile était bien compris des leaders de ce marché juteux. Le plus incroyable, c'est que les entreprises en redemandaient; telle société ruinée par les recommandations d'un cabinet de consultants réputé avait recours trois ans plus tard aux mêmes escrocs pour redresser la barre. Le parasitisme des élites avait atteint une dimension nouvelle: la seule chose qu'on leur demandait, définir une stratégie, était abandonnée aux consultants. Les patrons ne cachaient désormais même plus le fait qu'ils ne servaient à rien. Ils auraient eu tort de se gêner et d'envisager une quelconque contrepartie à leurs émoluments démesurés puisque les sommes dilapidées à droite ou à gauche participaient de leur prestige dans le milieu («Voyons, cher ami, vous avez eu recours à Cap Horn? Mais ce sont des amateurs! Nous sortons quant à nous de six mois avec Ernst & Laverdure. Ils nous ont facturé 3 millions d'euros! C'est autre chose. Et puis, leurs consultants sont très bien. Ils ont pour principe d'arriver les premiers et de partir les derniers. Non, non, des gens sérieux, je vous les recommande!»). Alors qu'un patron économe et efficace se serait vite rendu suspect aux yeux des actionnaires et de la presse économique spécialisée.

Plan social

On comprend mieux la vogue que connaissait ce métier. À Paris, désormais, il n'y avait plus que des boulangers (et plus il y en avait, plus les files d'attente s'allongeaient; certains dimanches matin, on aurait pu croire au tournage d'un téléfilm sur la Pologne des années Jaruzelski) et des consultants. Heureusement pour les premiers, il n'existait pas encore de consultants en boulangerie. Lorsqu'un consultant s'y rendait, c'était pour y acheter sa baguette bio, non pour y prodiguer des conseils stratégiques. La dernière étape – l'apparition de consultants pour consultants – serait certainement atteinte bientôt et, peut-être, permettrait de ralentir la prolifération de l'espèce. Car les consultants, comparables en cela à d'autres espèces animales attirées par la vie citadine, comme les corbeaux, bénéficiaient d'une anomalie naturelle: ils n'avaient pas de prédateurs. Contrairement à toutes les autres catégories de la vie économique. Tous les salariés du privé en ont et, parfois, ils ne les connaissent même pas: le prédateur, ce sera un manager néerlandais qui vient de prendre en charge la filiale Europe et qui, juste avant de partir au ski à Val-Thorens, envoie un e-mail au siège à New York pour annoncer la bonne nouvelle de

la fermeture d'un site français. Le grand patron, à l'extrême rigueur, peut à la longue laisser ses actionnaires : Messier a bien fini par se faire virer. Et même les fonctionnaires vont bientôt rentrer dans la grande chaîne de prédation orchestrée, au final, par les consultants. Qui, eux, seront préservés jusqu'à ce qu'ils se mangent entre eux (du moins peut-on l'espérer).

Delcourt avait réussi à limiter la casse : les consultants pour le moment étaient circonscrits à la sphère « ressources humaines », qui était après tout leur domaine d'intervention de prédilection. Sur ce genre de sujets, on pouvait vraiment dire n'importe quoi sans prendre le risque d'être formellement contredit.

Ce jour-là, Delcourt avait rendez-vous avec son chef du personnel et le chargé de mission de la société Plénitudes. Le truc de Plénitudes pour se démarquer des autres escrocs du secteur, c'était d'avoir inventé un nouveau concept, voire une nouvelle discipline : la sociodynamique.

Qu'est-ce que la sociodynamique ? Voilà une question à laquelle Delcourt aurait eu du mal à répondre, même après en avoir été instruit par le brillant consultant envoyé par Plénitudes.

Plan social

L'un des aspects de cette discipline plutôt burlesque était le recours, non aux forêts, mais au jeu de go. Pourquoi le jeu de go ? Que vient-il faire là, en cette maussade journée d'hiver, dans la banlieue de Valenciennes (Nord), évoqué par un Parisien de 35 ans prétentieux devant Émile Delcourt, chef d'entreprise aux abois et Jacques Le Frapper, chef du personnel, 41 ans, encore treize années de remboursement à venir pour sa maison démesurée près de Busigny (Nord) ? Là encore, difficile à dire. Le consultant, Aurélien Walfard, avait esquissé une explication : l'œil à demi fermé, l'air inspiré, il ne dissimulait pas l'effort qu'il consentait pour expliquer une théorie aussi complexe à des réprouvés comme Delcourt et Le Frapper. Il faut dire qu'il était un peu furax de s'être fait refiler une mission aussi pourrie dans un coin tout aussi pourri pour une boîte dont personne n'entendrait jamais parler. «Janvier-juillet 20.. : expertise pour la société Delcourt». Grottesque. Impossible à caser dans son CV ! Et puis, expliquer l'art raffiné et oriental du jeu de go à des amateurs probables de belote arrosée de Jupiler !

Delcourt avait cru comprendre qu'il s'agissait de s'inspirer du jeu de go pour rechercher l'équilibre

dans l'entreprise. Ne pas détruire les syndicats, par exemple, mais les faire participer à la construction d'un projet commun.

Tout ceci était consternant. Un clochard ivre qui, après avoir regardé *Star Wars* et lu Lao Tseu, débâtant dans le métro en mélangeant «l'équilibre dans la force» et quelques aphorismes exhalant la sagesse orientale tel que «Si tu as soif, bois» aurait produit la même impression, sauf qu'il aurait peut-être été plus drôle.

Walfard, prenant la mine consternée de Delcourt pour un encouragement, précisa les initiatives qu'il croyait devoir proposer : le *teambuilding* avait sa faveur. Et même, pourquoi pas, le *teambuilding outdoor*. Le Frapper était perdu ; il jetait des œillades désespérées vers Delcourt, se demandait s'il fallait appeler la sécurité, comprit enfin que toute sa vie, tout ce à quoi il croyait, reposait sur du sable. Que les treize années de crédit à payer n'étaient pas gagées sur sa compétence ni sur celle d'aucun autre. Que le monde moderne avait quitté la réalité avec enthousiasme et qu'il faudrait désormais défaire la civilisation. Les crétins avaient gagné et Walfard venait annoncer la bonne nouvelle, déjà connue à Paris depuis belle lurette, à Valenciennes

Plan social

(Nord). On ne pouvait même pas lui reprocher, à ce Walfard, de parler en anglais. En vérité, il ne parlait ni anglais, ni français, ni aucune langue répertoriée. Ses phrases étaient constituées d'un mélange de sigles (dont on n'osait pas demander la signification, mais dont il révélait avec satisfaction les rudiments : TMS est le Team Management Secteurs et le MPP est le Management Par Projet), de locutions composées de mots anglais (*product core teams*, et, donc, *teambuilding outdoor*) sans toutefois être de l'anglais et de locutions composées de mots français (« portefeuille de projets », « conduite du changement ») sans là encore vouloir rien dire en français, ou d'un brouet incluant toutes les catégories à la fois.

Delcourt sentit venir un mal de tête de mauvais aloi ; pour se débarrasser momentanément de Walfard, il lui accorda la tenue de plusieurs séances de *teambuilding outdoor*.

Une heure plus tard, il présidait le comité d'entreprise. Les représentants syndicaux l'accueillirent fraîchement. Le plan social devenait difficile à démentir. Le délégué syndical CGT Burnier voulait « des garanties ». Delcourt faillit lui répondre : « Mais des garanties de quoi, mon ami ? Pour vous et vos semblables, il y a toujours un avenir, cela fait

des siècles que vous oscillez entre des conditions comparables – manouvrier, bouvier, ferrailleur, ouvrier ou chômeur – qui n’auront finalement qu’une prise limitée sur votre moral. L’achat de livres ne vous manquera pas. Les vacances au ski ne vous manqueront pas. De quoi vous plaignez-vous ? Pour moi, c’est différent, je joue plus gros, vous comprenez ? » Il se retint à temps, prononça une phrase où figurait le terme « prospective » associé à l’adjectif « encourageante ». Puis joua la carte Walfard. Après tout, pour ce qu’il coûtait, ce voyou-là, autant qu’il serve à quelque chose. Comme le jargon du consultant résonnait encore dans son crâne endolori, il n’eut pas de peine à improviser quelque chose comme :

« Vous n’ignorez pas que la société bénéficie du concours du cabinet Plénitudes, qui va mettre en place une séance de *teambuilding outdoor*, dans la cadre d’un *process* d’intervention incluant une TMS et impactant le MPP. »

Burnier l’interrompit vivement :

« Monsieur le directeur, vous n’êtes pas sérieux. C’est de la foutaise, tout ça. »

Burnier était bien prêt de le déstabiliser. Heureusement, Delcourt avait sous les yeux la plaquette

Plan social

prétentieuse de Plénitudes. Il lut au hasard un paragraphe intitulé « Conduire vos collaborateurs au stade de leur autodéveloppement » :

« Détrompez-vous, monsieur Burnier. Savoir de quelle façon fonctionne une bicyclette, comment elle s'enfourche et comment il faut la manipuler s'avère rarement suffisant pour qui veut apprendre à faire du vélo ; alors qu'être capable de démarrer seul, pédaler en ligne droite sans tomber, même sur une faible distance, permet l'acquisition autonome de nouvelles aptitudes qui, plus tard, autoriseront à virer en toute sécurité, lâcher le guidon, faire de plus longues distances et, pourquoi pas, devenir un véritable champion. C'est ce à quoi s'attachent les formations de Plénitudes : vous conduire au stade de votre autodéveloppement, monsieur Burnier. »

Delcourt fut ému par le regard de Burnier. Celui-ci semblait inquiet pour la santé de son directeur. À Paris, une phrase aussi infantile, où un escroc vous explique qu'il va vous apprendre à respirer pour 300 000 euros, ça peut passer. À Valenciennes (Nord), proférée devant un délégué CGT, ça ne passait plus du tout. L'instruction massive n'avait pas encore tué le bon sens.

L'émoi de Burnier permit de clôturer la réunion. Il ne voulait pas accabler Delcourt. Malgré tout, il tenait à lui. Dans ce pays devenu fou, les rares vrais conservateurs étaient les délégués syndicaux CGT. Le monde auquel ils tenaient était stable et clair : les patrons sont les patrons, ils sont là pour exploiter tout le monde, les cégétistes préservent l'outil de travail et discutent le coup. Chacun a besoin de l'autre. Rien ne peut plus perturber un communiste traditionnel que la disparition du patron. Et rien de plus différent d'un gauchiste qu'un communiste du PC ancienne mode, comme l'était Burnier, 56 ans. Et il avait vraiment cru voir Delcourt partir ce jour-là vers les rivages de la folie. Ce gars pouvait être extrêmement violent, mais pas jusqu'à la disparition du patron. Il aurait été malheureux en URSS.

Burnier ne pouvait décemment pas reconforter Delcourt, mais il en aurait bien eu envie. D'autant plus qu'il ne pouvait pas supporter Walfard, et tout ce qu'il représentait, surtout depuis qu'il l'avait croisé dans une boulangerie de Valenciennes le dimanche précédent. Walfard avait été obligé de passer le week-end sur place à cause d'une grève de conducteurs de TGV. Burnier avait déjà

Plan social

rencontré des cadres parisiens, mais pendant les heures de travail : ils sont, en général, en costume gris, rasés de frais. Il n'avait par contre jamais vu le même spécimen un jour de congé. Il n'en crut pas ses yeux : Walfard ressemblait à un chemineau. Mal rasé, les cheveux en bataille, les yeux rougis, attifé comme un footballeur de division promotionnelle juste après la fin du match – pantalon de survêtement et blouson infâme – il poussait la clochardisation jusqu'à dispenser ses chaussures Go Sport de cet accessoire pourtant connu depuis longtemps : les lacets. La languette, délivrée d'une oppression immémoriale, vivait sa vie pleinement, semblant prête à franchir le pas d'une libération définitive. À vrai dire, Burnier aurait choisi inconsciemment de ne pas identifier cette épave si celle-ci n'avait pas été trahie par son sac à dos, seul vestige de sa vie professionnelle en semaine. « Plénitudes » s'y affichait avec fierté, afin que nul n'en ignore. Burnier se souvenait de son père, ouvrier comme lui, qui s'habillait le dimanche. Il ne comprenait plus. Qu'on puisse choisir, avec un salaire que Burnier, tout en le sous-estimant, pensait élevé, de s'habiller de la sorte, voilà qui était indécent. Walfard, quant à lui, ne reconnut pas Burnier. Le week-end,

Walfard déambulait comme un aliéné. Sa vie était circonscrite à son travail (si on peut appeler ainsi un parasitisme de tous les instants) de 8 heures le matin jusqu'à 11 heures, voire plus, le soir, et les autres jours, dits «de congé», il ne lui restait plus qu'à s'accrocher à son ordinateur portable comme un naufragé à sa coquille. Compulsant ses notes de travail, préparant les turpitudes de la semaine suivante, puis surfant sur Internet, jouant à des jeux vidéos, tchattant avec ses petits copains dans les autres sociétés de consultants pour comparer leurs salaires et préparer la suite de leur brillante carrière de charognard. Quant aux vacances, elles étaient assez réduites, le grand jeu consistant à les annuler au dernier moment pour s'occuper d'un dossier urgent. Il était bien vu de prendre quand même une semaine en été. C'était alors le grand concours annuel dont le gagnant serait celui qui aurait réussi à dépenser le plus de fric pour ces courtes vacances où il faudrait «en profiter»: on justifiait du reste l'aspect carnavalesque des destinations par le souci d'échapper au coup de fil du supérieur hiérarchique (alors qu'on n'attendait que ça): «À l'île de Blanquilla, tu comprends, il n'y a pas de réseau SFR, je me suis renseigné.»

Plan social

Burnier sentit tout ça. Et cette réaction instinctive signifiait un peu de temps de gagné pour Delcourt.

Le pire, c'était que les syndicalistes avaient tort, avec leurs craintes. La société allait tellement mal qu'elle ne pouvait pas se permettre un plan social.

La société Delcourt était typiquement de celles qui iraient se placer directement sur la case «redressement judiciaire». De cela, Émile Delcourt ne voulait à aucun prix. Plutôt se tirer une balle. Le redressement judiciaire, cela signifie que votre sort est entre les mains d'un juge de commerce, c'est-à-dire d'un notable soit incompetent, soit corrompu (et le plus souvent les deux), dont le premier geste sera de nommer un administrateur judiciaire pour vous remplacer. Quand on pense que l'huissier a mauvaise presse dans ce pays! Mais l'huissier est une crème d'homme par rapport à l'administrateur judiciaire, véritable vautour économique qui, avant de liquider l'entreprise, va se payer sur la bête.

Bien sûr, le redressement peut aussi mener à une reprise. Delcourt n'y croyait guère, et, de toute façon, pour lui, c'était le même résultat.

Pourtant, il suffirait de licencier un quart du personnel pour que tout reparte. Les effectifs ajustés

au carnet de commande, l'entreprise serait viable. Mais il faudrait un plan social indolore financièrement pour l'entreprise.

Chose impossible.

Devant l'insistance des dirigeants de Crotale & Chacal, Delcourt dut malgré tout faire mine de l'envisager : il vit un avocat en droit social, censé lui expliquer la procédure. Lui aussi faisait partie de la conspiration des jargonnants incompetents :

«Je vous arrête tout de suite, monsieur le directeur : le "plan social" n'existe plus. Il est remplacé par le "plan de sauvegarde de l'emploi" depuis la loi n° 2003-433 du 11 juillet 2003.

– Ah ? Donc, quand je licencie en masse, je "sauvegarde de l'emploi" ?

– Heu, oui, je n'y peux rien. Mais le législateur, dans sa grande sagesse, a voulu insister sur le volet social du plan : les efforts de reclassement, par exemple. »

La consultation coûtait, à elle seule, 1 200 euros. Pour une heure. Il en fallut trois pour que Delcourt comprenne quelque chose à l'enchevêtrement des procédures. Même lorsque celles-ci arrivaient à leur terme, que les réunions du comité d'entreprise s'étaient tenues, que l'expert-comptable mandaté

Plan social

par le comité d'entreprise avait rendu son rapport, le juge pouvait tout flanquer par terre. En gros, il fallait payer des armées d'avocats et de consultants, payer pour mettre quelque chose dans le plan de sauvegarde de l'emploi, payer des indemnités conséquentes, avoir recours à des cabinets de placement coûteux et inefficaces (leur seul but, apparemment, étant que tout le monde reste sur le carreau) et payer encore lorsque les prud'hommes condamnaient l'entreprise. Et plus celle-ci payait, plus ses dirigeants se faisaient insulter. Sans parler du risque de se faire séquestrer. La délectable perspective de passer quarante-huit heures avec des ouvriers excités par la folie inhérente à tout mouvement de foule ne séduisait guère Delcourt.

Voilà pourquoi seules les entreprises en très bonne santé s'autorisent la fantaisie d'un « plan de sauvegarde de l'emploi ». Encore le provisionnent-elles des années à l'avance. Les boursiers ont raison de saluer un plan social d'envergure par une hausse de l'action. C'est un signe de vitalité financière.

La lecture du quotidien régional déprima encore plus Delcourt. Il était question de la situation de salariés licenciés par Matra six années avant. L'un

d'entre eux, probablement cadre, avait touché 137 000 euros de prime de départ. 137 000 euros ! Et le plus extraordinaire, c'est que le type larmoyait. Il trouvait qu'il avait été mal traité. C'était d'ailleurs le titre de l'article : « Le désarroi des ex-Matra ». Franchement ! Un type n'a jamais pris le moindre risque de sa vie, il est payé à la fin de chaque mois. On finit par le virer à l'âge de 54 ans, soit, c'est embêtant, mais avec 137 000 euros ! Et il pleurniche. Voilà bien les cadres, il ne leur viendrait pas à l'esprit que ce sont eux qui devraient payer la boîte lorsqu'ils sont licenciés, en remerciement pour toutes ces années passées à draguer les secrétaires, à peaufiner des rapports bidons et à boire des cafés. Et on voudrait que Delcourt joue franc jeu, organise un plan social avec 100 000 euros par tête, pour en plus se faire traîner dans la boue ? Il ne faut jamais être gentil quand on est patron. Et d'ailleurs, en règle générale, on est toujours puni quand on rend service. Plus une entreprise lâche d'argent, plus les salariés deviennent agressifs. Ça les entretient dans l'idée qu'on leur doit quelque chose uniquement parce qu'ils existent. Évidemment, lorsqu'ils s'aperçoivent qu'on s'est juste moqué d'eux, au fond, et que personne n'ira

Plan social

jamais les chercher dans leur bled de chômeurs, qu'ils ne valent pas 137 000 euros, que c'était juste une inflation temporaire, qu'ils valent zéro euro, c'est trop tard. Dépression assurée. Finalement, Delcourt estimait qu'un plan social généreux était une manière de se moquer du monde.

Sans parler du pourrissement inévitable de la situation, dès que le plan social était annoncé. Cela, Delcourt s'en était convaincu pendant ses heures de loisir. Enfin, les heures de loisir, c'est plus une catégorie juridique, aujourd'hui, qu'une réalité. L'homme moderne passe son temps dans des commerces quelconques, à faire ses courses, à acheter une nouvelle trousse à l'aîné qui l'a perdue au collège. Dernièrement, Delcourt avait été enjoint par sa femme de se rendre dans un magasin d'articles sportifs, aux fins d'achat d'un pantalon de survêtement taille 8 ans. Il n'avait pas dissimulé sa joie. Vraiment la promenade agréable, au milieu de la foule désœuvrée du samedi après-midi. Après avoir visité tous les rayons en une quête impuissante, Delcourt, un peu las, décida de recourir à l'aide d'un vendeur. Ce fut une nouvelle défaite. Agglutinés autour d'un petit comptoir, les vendeurs en question, élégamment affublés d'une sorte de

gilet vert sans manches aux couleurs du magasin, discutaient le coup. Manifestement, leur employeur préparait un plan de licenciements : « Toi, Mickaël, tu as combien en ancienneté ?

– Trois points.

– Trois ? Pas possible. Tu en as au moins quatre. Regarde, moi, j'en ai trois et je suis arrivée bien après.

– Attends, heu, Sandra, je crois que tu confonds, heu, peut-être c'est le critère « polyvalence », tu crois pas ?

– Ça me ferait mal. Après être passé du rayon chaussures au rayon golf-tennis, quand même, ça mérite plus.

– De toute façon, ils ont bien dit qu'ils voulaient pas de licenciements secs. Ils vont jouer sur les retraites et tout ça. »

Ils n'eurent pas un regard pour Delcourt, qui repartit penaud. Sans le pantalon, et surtout traumatisé par la perspective d'une telle scène dans son entreprise. Delcourt enviait les patrons des grandes boîtes du CAC 40 : figurer dans ces hautes sphères du capitalisme permettait de ne plus tenir aucun compte des réalités arithmétiques, sans même parler des réalités économiques. La réalisation de

Plan social

l'idéal soviétique, par des voies inattendues. Et le plan social! « Pas de licenciements secs! » Comment la direction obtenait-elle ce prodige? Par une caisse noire (« 200 000 euros et vous démissionnez! »)? Grâce à l'État et à la Sécu, qui financeraient les préretraites?

Heureux employeurs du CAC 40, pour qui le plan social était comme un check-up auquel se prêterait un cadre supérieur parisien de 40 ans: un petit luxe, une formalité pas vraiment désagréable, qui permettait de se sentir membre de la *business class*, laissant les crevards ahaner péniblement dans la soute.

Pour Delcourt, ce n'était vraiment pas la peine de l'envisager. De toute façon, c'était économiquement impossible, la situation était trop dégradée. Et pourtant, il aurait suffi que 25% des salariés disparaissent pour que la société reparte sur des fondements sains.

D'autant que ses salariés étaient en majorité âgés et justifiaient d'une ancienneté importante.

Delcourt reprit à son retour des courses la lecture de son journal. Celui-ci faisait cette fois référence à un plan social énergique mené par une entreprise de Singapour. Les 5 000 salariés avaient été invités

François Marchand

à gagner le parvis de leur building, au prétexte d'un exercice incendie. Une fois à l'extérieur, le discours suivant leur fut tenu par un agent de sécurité : « Il ne s'agit pas d'un exercice incendie, mais d'un plan de licenciements. Les badges des salariés concernés viennent d'être désactivés. Par conséquent, si vous ne parvenez pas à rentrer dans la tour, c'est que vous êtes licencié. Vos affaires vous seront retournées par courrier. Vous aurez compris que vous êtes dispensés d'effectuer votre préavis. Bonne chance. » Voilà une idée séduisante, susceptible d'éviter tous les enquinements de la procédure de licenciement collectif : contestations, manifestations, séquestrations du patron *et caetera et caetera*. Malheureusement impraticable en France, et certainement aussi à Singapour, du reste. Le journaliste était manifestement intoxiqué par un exemple remarquable de légende urbaine. Le fait que ce gazetier la croie, même pour la déplorer, montrait bien que les esprits étaient prêts à accueillir des formes innovantes de rupture du contrat de travail. Tout cela mûrissait lentement dans le cerveau de Delcourt.